



# Conseil économique et social

Distr. générale  
21 octobre 2015  
Français  
Original : anglais

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

### Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général\*

Additif

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association suédoise pour l'éducation sexuelle . . . . .	3
2. Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression . . . . .	4
3. Fédération internationale Terre des Hommes . . . . .	5
4. Institut du tiers monde . . . . .	7
5. Institute on Human Rights and the Holocaust . . . . .	8
6. Projet Tandem . . . . .	9
7. Royal Institution of Chartered Surveyors . . . . .	10
8. Surfrider Foundation Europe . . . . .	12
9. Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights . . . . .	13
10. Tribal Link Foundation . . . . .	14
11. UDISHA . . . . .	16

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Udyama .....	17
13. Umid Support to Social Development Public Union .....	18
14. Union générale des femmes soudanaises .....	20

## **1. Association suédoise pour l'éducation sexuelle**

### **Statut consultatif spécial : 1999**

#### **Introduction**

L'Association suédoise pour l'éducation sexuelle a été créée en 1933. Elle œuvre dans les domaines de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation. L'organisation compte des membres au niveau national, dont 19 sections locales et 18 organisations. Elle est membre du réseau européen des ONG (EuroNGO), de Concord Suède et de Countdown 2015 Europe. Elle est l'un des fondateurs de la Fédération internationale pour la planification familiale, à laquelle elle est affiliée.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation vise à : accroître les possibilités de participation à la prise de décisions qui s'offrent à chacun et aux organisations de la société civile ; soutenir l'élaboration de politiques favorables relatives à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation ; partager des informations, des connaissances, de l'expérience en matière de renforcement des capacités et des formations dans les domaines de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme avec des réseaux d'organisations de la société civile européens et internationaux ; élaborer des directives, des méthodes et des formations permettant d'assurer une éducation sexuelle complète ; sensibiliser l'opinion publique et les médias et obtenir leur appui ; fournir des services de santé en matière de sexualité et de procréation ainsi que des conseils dans ce domaine.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation collabore avec le Gouvernement suédois, les organisations de la société civile, les organismes des Nations Unies et d'autres acteurs clés, afin de s'assurer de la promotion de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme et de leur prise en compte dans les exposés, les déclarations, les plans d'actions et les documents de l'Organisation des Nations Unies.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé à des réunions en tant que membre de la délégation suédoise, notamment :

- Les cinquante-cinquième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme organisées à New York, respectivement du 22 février au 4 mars 2011, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014 ;
- Les quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission de la population et du

développement, organisées à New York, respectivement du 11 au 15 avril 2011, du 23 au 27 avril 2012, du 22 au 26 avril 2013 et du 7 au 11 avril 2014 ; et

– La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, tenue à New York, du 8 au 10 juin 2011.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Depuis 2010, l'organisation a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), afin de faciliter leur suivi et examen de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et du Programme d'action de Beijing. L'organisation a également encouragé la collaboration entre le FNUAP et ses organisations partenaires au niveau national, afin de s'assurer de la mise en œuvre des engagements relatifs à la Conférence internationale sur la population et le développement. Depuis 2013, l'organisation soutient le FNUAP, ONU-Femmes et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Par ailleurs, l'organisation a engagé en 2014 une collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève, axée sur l'examen périodique universel.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a entrepris de sensibiliser l'opinion publique et de mettre en place des mesures de plaidoyer afin d'obtenir un soutien financier et politique plus accru auprès du Bureau des affaires de désarmement en Suède et de l'Union européenne, en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n° 3, 5 et 6. L'organisation a tenu des séminaires, réunions, campagnes et voyages d'étude et a publié des articles en rapport avec l'accès à la médecine procréative pour tous et la prévention de la mortalité maternelle et du VIH/sida en particulier, et ce, en vue de la réalisation des OMD n° 4, 5 et 6.

## **2. Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression a été créé en 2004 pour promouvoir la liberté d'expression en Syrie et dans tout le monde arabe.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à surveiller les violations du droit à l'expression pacifique, à sensibiliser à la liberté d'expression, à la diversité et à la tolérance au sein de la société syrienne, à appuyer les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes et à fournir une assistance juridique aux journalistes.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

Aucune contribution à signaler.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation n'a pas participé à des réunions organisées par les Nations Unies pendant la période considérée.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a milité en faveur de la libération des défenseurs des droits de l'homme de Syrie, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, ce qui a mené à l'adoption de la résolution 67/262 le 15 mai 2013.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En appui à la réalisation de l'ODM n° 2, l'organisation a soutenu en 2014 l'initiative personnelle d'un militant syrien qui visait à créer une école élémentaire pour les enfants réfugiés syriens dans la vallée de Bekaa au Liban. Elle a également distribué plus de 2500 livres à Damas en 2014 pour encourager la lecture et sensibiliser le public à l'importance de l'éducation. Afin de favoriser la réalisation de l'ODM n° 8, elle a œuvré pour le respect des droits de l'homme, en particulier des fondamentaux des journalistes.

**3. Fédération internationale Terre des Hommes****Statut consultatif spécial : 1987****Introduction**

La Fédération internationale Terre des Hommes est une ONG internationale créée en 1966, enregistrée en Suisse et composée de dix organisations nationales.

**Objectifs et mission**

La Fédération internationale Terre des Hommes œuvre en faveur des droits de l'enfant et d'un développement équitable, sans discrimination aucune. À cette fin, les organisations Terres des Hommes ont mis en œuvre 847 projets de développement et d'aide humanitaire dans 65 pays.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation met en œuvre des projets de développement au profit des enfants. Elle participe également au système de coordination par groupe sectoriel des Nations Unies dirigé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Elle répond aux demandes de renseignements provenant de différents départements ou organismes des Nations Unies.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- le débat de haut niveau du Conseil économique et social, organisé à Genève (Suisse) du 4 au 8 juillet 2011, au cours duquel elle a présenté des projets et une déclaration orale ;
- les dix-neuvième et vingt-deuxième réunions du Conseil des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève (Suisse) du 27 février au 23 mars 2012 ; elle a par ailleurs présenté plusieurs déclarations orales sur la justice réparatrice pour mineurs lors de la dix-neuvième session ;
- la journée de débat général sur les droits de tous les enfants dans le contexte des migrations internationales, organisée à Genève (Suisse) le 28 septembre 2012 ; et
- la soixante-cinquième session du Comité des droits de l'homme, organisée à Genève en Suisse, du 13 au 31 janvier 2014.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

La Fédération internationale Terre des Hommes a aidé à organiser une manifestation publique à Genève (Suisse) avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour célébrer le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant le 20 novembre 2014. Elle a également coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour des projets concernant les enfants réfugiés.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Afin de favoriser la réalisation de l'ODD n°1, l'organisation consacre environ 1 % de ses projets à la nutrition. Elle consacre environ 9 % de ses projets à l'éducation, à l'instar des projets d'éducation de la petite enfance et des projets permettant aux enfants marginalisés d'avoir accès à l'école, en vue de la réalisation de l'ODD n° 2. Environ 20 % des projets de l'organisation concernent la santé infantile et maternelle, notamment le VIH/sida, dans le cadre de la réalisation des ODD n° 5 et 6. Certains autres projets qu'elle met en œuvre sont axés sur des questions telles que la protection de l'enfance et le développement communautaire, qui contribuent à la réalisation de presque tous les OMD.

## 4. Institut du tiers monde

### Statut consultatif spécial : 2003

#### Introduction

L'Institut du tiers monde a été créé en 1989 pour promouvoir la démocratie et faire des organisations de la société civile les principaux agents du processus de démocratisation.

#### Objectifs et mission

L'organisation entend contribuer à la construction de la démocratie, à la promotion du respect des droits de l'homme, à la promotion de réseaux nationaux et internationaux entre les organisations de la société civile ainsi qu'à l'analyse, à l'évaluation et au règlement de problèmes affectant le tiers monde.

#### Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

#### Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation accueille le secrétariat de Veille sociale, qui est un réseau d'organisations de la société civile dans 80 pays qui suit les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs convenus au niveau international, y compris les OMD. L'organisation produit, traduit et diffuse des informations sur les Nations Unies à travers ses publications et sites Internet.

#### Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Elle a participé à de nombreuses réunions des Nations Unies, notamment :

- l'atelier intitulé « Integrating Human Rights Quantitatively into the MDGs », organisé à New York du 6 au 7 juin 2011 ;
- les cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York du 22 février au 4 mars 2011 et du 27 février au 9 mars 2012 ;
- la réunion régionale « Realizando el Futuro que queremos en América Latina y el Caribe » organisée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenue à Guadalajara (Mexique), du 17 au 20 avril 2013 ;
- un panel sur l'Uruguay et le programme pour l'après-2015, organisé le 13 juin 2013 à Montevideo par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Uruguay ;
- un panel sur le thème « Les éléments d'un cadre de surveillance et de responsabilité pour le programme de développement pour l'après-2015 », organisé à New York le 1<sup>er</sup> mai 2014 ;
- le cinquième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, organisé à New York les 7 et 8 décembre 2011 ; et

- le Forum pour la coopération en matière de développement du débat de haut niveau du Conseil économique et social, organisé à New York les 5 et 6 juillet 2012.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a été membre du Comité consultatif de la société civile auprès de l'Administrateur du PNUD en 2011 et 2012. Elle a reçu une subvention de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour mettre en œuvre, en collaboration avec l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), le mécanisme innovant « Fundher Scorecard », afin de renforcer la responsabilité en ce qui concerne le financement de la promotion de l'égalité des sexes et des droits des femmes, de mars 2013 à juillet 2014.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation œuvre pour l'égalité des sexes à travers certains programmes susmentionnés en vue de la réalisation de l'ODM n° 3 et pour la construction de la démocratie afin d'améliorer le dialogue entre les nations en vue de la réalisation de l'ODM n° 8.

## **5. Institute on Human Rights and the Holocaust**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

L'Institute on Human Rights and the Holocaust a été créé en 1999 au sein de Touro College, à New York (États-Unis d'Amérique).

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à comprendre, explorer et évaluer les mécanismes contemporains de protection des droits de l'homme et de la primauté du droit à la lumière des enseignements de l'Holocauste et de ses conséquences. Son but est de promouvoir la tolérance par le biais d'activités et de programmes éducatifs.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation participe aux réunions de l'ONU et en rend compte, se consulte avec les délégués de l'ONU et d'autres ONG participant aux manifestations de l'Organisation à New York et à Genève (Suisse).

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- les soixante-sixième, soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième sessions de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, organisées à New York en décembre 2011, 2012, 2013 et 2014 ;
- les sessions ordinaires et réunions spéciales du Conseil des droits de l'homme, organisées à Genève (Suisse), entre 2011 et 2014 ; et
- les cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, organisées à New York, respectivement du 27 février au 9 mars 2012, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a tenu des conférences et des manifestations, telles qu'une conférence sur l'intolérance à l'échelle mondiale le 22 septembre 2011, une réunion d'information à l'intention des ONG accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies lors de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme le 11 janvier 2012 et une réflexion pour commémorer le 75<sup>e</sup> anniversaire de la Nuit de Cristal, le 7 novembre 2013.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En appui à la réalisation des OMD n° 2 et 8, l'organisation a entrepris des projets de sensibilisation des populations sur le sujet de l'Holocauste. Il s'agit notamment de conférences, de stages et d'outils de recherche mis à la disposition des enseignants et étudiants.

## **6. Projet Tandem**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

L'organisation Projet Tandem, créée en 1986, axe son action sur la liberté de religion et de conviction. En 2003, elle a créé le Réseau de rapports des Nations Unies sur les femmes, qui aborde les questions concernant les droits fondamentaux, l'oppression et l'autonomisation des femmes et des filles dans le monde.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation Projet Tandem œuvre pour l'élimination de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Le programme ListServe du Réseau de rapports des Nations Unies sur les femmes, qui comprend plus de 75 % des États Membres des Nations Unies, diffuse

régulièrement des rapports, résolutions et communiqués de presse de l'Organisation relatifs aux problèmes des femmes et des filles et à leurs droits fondamentaux. Par ailleurs, le Réseau de rapports des Nations Unies sur les femmes s'est activement engagé dans le cadre du Forum sur les ONG de Beijing+20, organisé à Genève (Suisse) par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, et a co-organisé le programme Femmes dans les médias.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Pendant la période considérée, l'organisation Projet Tandem a assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève (Suisse) et de la Commission de la condition de la femme à New York. Le Réseau de rapports des Nations Unies sur les femmes a co-organisé de nombreuses manifestations parallèles lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme, de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome sur des thèmes tels que la lapidation, le droit à la santé, la violence à l'égard des femmes, les femmes et le droit à l'eau, la violence à l'égard des femmes handicapées, etc.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Le Réseau de rapports des Nations Unies sur les femmes a régulièrement co-organisé des manifestations avec notamment la participation ou le parrainage du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Pendant la période considérée, le Réseau de rapports des Nations Unies sur les femmes a communiqué des informations sur les OMD. Il suit depuis quelque temps la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 à travers la Post-2015 Women's Coalition et le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales.

## **7. Royal Institution of Chartered Surveyors**

### **Statut consultatif spécial : 2003**

#### **Introduction**

Le Royal Institution of Chartered Surveyors est une organisation indépendante qui fixe et réglemente les normes les plus strictes de compétence et d'intégrité en matière de développement et de gestion des terres, de l'immobilier, des constructions et des infrastructures. L'organisation compte 118 000 membres et plus de 50 000 étudiants et stagiaires dans 140 pays. Elle fournit des conseils impartiaux et faisant autorité sur des questions clés concernant les entreprises, la société et les États à travers le monde.

### **Objectifs et mission**

L'expertise de l'organisation couvre l'immobilier, l'évaluation des actifs, la gestion immobilière, l'établissement des coûts et la gestion des projets de construction, le développement des infrastructures et la gestion des ressources naturelles telles que les exploitations minières, agricoles et forestières.

### **Changements à signaler**

L'accréditation du Conseil économique et social a été transférée de Royal Institution of Chartered Surveyors Foundation à Royal Institution of Chartered Surveyors en juillet 2012.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation œuvre pour un développement plus durable. Elle a lancé une initiative pour favoriser l'adoption des principes de développement durable dans l'environnement bâti.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- le Forum urbain mondial du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) organisé en 2012 à Naples (Italie) ;
- la réunion des partenaires du Réseau mondial d'outils fonciers d'ONU-Habitat organisée en 2013 ;
- une manifestation parallèle sur le thème « A call for a paradigm shift » (Appel à un changement de paradigme) lors d'une réunion sur la Stratégie mondiale du logement d'ONU-Habitat, organisée à Nairobi le 16 avril 2013 ;
- la réunion annuelle de l'initiative Bâtiments durables et climat des Nations Unies et le colloque international sur les bâtiments durables, organisés à Graz (Autriche) du 25 au 28 septembre 2013 ; et
- le Sommet des Nations Unies sur le climat, organisé à New York le 23 septembre 2014.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a coopéré avec les Nations Unies à travers :

- des consultations avec le Pacte mondial des Nations Unies et la participation à celui-ci ;
- l'appui aux Principes pour une éducation au management responsable soutenus par les Nations Unies ;
- un mémorandum d'accord avec l'Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier ;
- un mémorandum d'accord avec l'initiative Bâtiments durables et climat du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et une contribution

active au rapport intitulé « Greening the supply chain » (rendre la chaîne d'approvisionnement plus respectueuse de l'environnement) ; et

– une collaboration en cours avec ONU-Habitat en tant que membre du Réseau mondial d'outils fonciers.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a contribué à la réalisation des OMD n° 7 et 8 en œuvrant pour la promotion de bâtiments respectueux de l'environnement dans les pays en développement.

## **8. Surfrider Foundation Europe**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Surfrider Foundation Europe (SFE) est une association européenne à but non lucratif créée en octobre 1990 en France, à l'initiative de surfeurs.

#### **Objectifs**

SFE a pour but la défense, la sauvegarde, la mise en valeur et la gestion durable de l'océan, du littoral, des vagues et de la population qui en jouit. Pour ce faire, SFE agit au quotidien pour lutter contre les atteintes à l'environnement et/ou ses usagers ; fait évoluer les politiques publiques et l'encadrement législatif ; et éduque la population.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

SFE contribue aux activités des Nations Unies relatives au climat, à la protection de l'environnement, à l'éducation, au développement durable et à la reconnaissance et protection du patrimoine.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

SFE a participé activement à la préparation de l'accord de Paris en vue de la Conférence sur le changement climatique de Paris en décembre 2015 et à la mobilisation de la société civile dans ce cadre. Elle est également active lors de la Journée mondiale des océans organisée chaque année à l'initiative de l'ONU.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'association a notamment eu l'occasion de coopérer de façon étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sous le patronage duquel elle a co-créé la plate-forme Océan et Climat, qui vise à intégrer l'Océan dans les négociations climatiques. SFE a également

collaboré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation Maritime Internationale (OMI).

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En vue de la réalisation de l'ODD n° 7, SFE a développé le programme « Gardiens de la Côte », qui soutient les communautés locales en cas de menace pesant sur le milieu marin, ainsi que les « Initiatives Océanes », qui se penchent sur la problématique des déchets aquatiques. Elle mène également des opérations de sensibilisation, conservation et information qui contribuent à la réalisation de cet objectif.

## **9. Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

La Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights a été créée en 1950 en Suède. Cette organisation est une fédération nationale comptant 5000 membres et organisée en 35 sections locales.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à améliorer la situation des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres en œuvrant pour mettre un terme à l'oppression et à la discrimination, notamment par la défense des droits de tous, indépendamment de leur orientation sexuelle, identité sexuelle ou expression du genre. L'organisation s'attache également à offrir des possibilités permettant de nouer des relations au plan social, tout en renforçant l'estime que ses organisations membres ont d'elles-mêmes, par le biais de visites amicales et de travaux communautaires. L'organisation travaille également à la prévention du VIH.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La plupart des travaux de l'organisation sont axés sur la défense des droits de l'homme figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et englobe tout le monde, indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'identité sexuelle ou de l'expression du genre. Pendant la période considérée, l'organisation s'employait essentiellement à s'assurer que les droits fondamentaux des personnes, indépendamment de leur identité ou séropositivité, sont pris en compte, mis en lumière et respectés.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Parmi les réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme organisées à New York, respectivement du 22 février au 4 mars 2011, du 27 février au 9 mars 2012, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014, au cours desquelles elle a présenté plusieurs déclarations orales ;
- la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, tenue à New York du 8 au 10 juin 2011 ; et
- la vingt-troisième session du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève (Suisse) du 27 mai au 14 juin 2013.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a participé à la Consultation internationale sur le harcèlement homophobe dans les établissements d'éducation, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2011. Elle a par ailleurs contribué au rapport de la Suède présenté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux rapports de pays sur le problème mondial de la drogue et a participé à la consultation gouvernementale de haut niveau sur la science et le droit concernant les lois érigeant en infraction le fait pour une personne de ne pas révéler sa séropositivité, son exposition au virus ou le risque de transmission de celui-ci, organisée en 2012 par le Gouvernement norvégien et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Elle a présenté une déclaration orale devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2013 et une communication conjointe en 2014 devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies chargé de la préparation d'une Observation générale sur l'article 9 (Liberté et sécurité de la personne) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation axe son action sur l'ODM n° 6 en sensibilisant au VIH/sida et aux moyens permettant d'empêcher les discriminations à l'encontre des personnes atteintes du VIH/sida et d'y mettre fin. Elle commémore chaque année la Journée mondiale de la lutte contre le sida et a participé à la Conférence internationale sur le sida en 2012 et 2014.

## **10. Tribal Link Foundation**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

Tribal Link Foundation a été créée en 1993.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation œuvre pour la survie des populations traditionnelles avec l'aide du monde moderne.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a été impliquée dans différents Comités d'ONG du Conseil économique et social, notamment le Comité des ONG pour la Décennie internationale des populations autochtones, le Comité d'ONG sur les droits de l'homme et le Sous-Comité des ONG pour l'élimination de la discrimination raciale. L'organisation a participé à une manifestation parallèle lors de la dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, sur le thème « The Green Economy Report and Indigenous Peoples and Local Communities : A Dialogue Towards New Opportunities », organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à New York en 2011. Le programme de bourses de l'organisation destiné aux peuples autochtones à travers le monde leur permet de combler leurs besoins culturels, de renforcement de capacités et d'éducation, en leur donnant l'occasion de suivre une formation dans le domaine qui les intéresse dans le but d'améliorer leurs conditions de vie dans leur communauté. Enfin, l'organisation coordonne conjointement chaque année à New York (entre 2011 et 2014) la Journée internationale des peuples autochtones célébrée le 9 août.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé à de nombreuses réunions des Nations Unies, notamment :

- les dixième, onzième, douzième et treizième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, organisées à New York, respectivement du 16 au 27 mai 2011, du 7 au 18 mai 2012, du 20 au 31 mai 2013 et du 12 au 23 mai 2014 ;
- les cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme organisées à New York, du 22 février au 4 mars 2011, du 27 février au 9 mars 2012 et du 4 au 15 mars 2013 ;
- la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012 ; et
- la soixante-cinquième Conférence des organisations non gouvernementales organisée sous l'égide du Département de l'information à New York, du 27 au 29 août 2014.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Tribal Link Foundation a contribué à l'organisation des manifestations culturelles et des réceptions lors des sessions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones de 2011 à 2014. Elle a également organisé une manifestation parallèle lors de la soixante-cinquième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales organisée sous l'égide du Département de l'information en août 2014 et une table ronde sur les entreprises et les droits des

peuples autochtones le mois d'après. Elle a co-organisé une autre manifestation parallèle lors de la Conférence Rio+20 portant sur les communautés autochtones et locales et le secteur privé. Elle s'est associée à l'événement Community Aldeia de l'Initiative Équateur du Programme des Nations Unies pour le développement, tenu à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012, et a été partenaire de la cérémonie de remise du Prix Équateur en 2014.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En vue de la réalisation de l'ODM n°1, l'organisation a participé à une table ronde sur le thème « Standing Together : Food Sovereignty, Traditional Cultures and Ways of Life » à la Conférence Rio+20. L'organisation encourage l'éducation secondaire et universitaire des filles Maasai au Kenya et en Tanzanie, de même que les ateliers, le mentorat et les stages, en vue de la réalisation de l'ODM n° 2. Le partenariat « R.E.E.F. House : an Eco-Center for Tuvalu » a été lancé à la Conférence sur les petits États insulaires en développement, en septembre 2014, en appui à la réalisation de l'ODM n° 7.

### **Informations complémentaires**

En 2012, Pamela Kraft, fondatrice et directrice générale, a reçu le prix de l'Esprit des Nations Unies pour son dévouement à la cause des peuples autochtones.

## **11. UDISHA**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

UDISHA est une organisation bénévole, apolitique, à but non lucratif et sociale. L'organisation regroupe des professionnels, fonctionnaires, militants de la cause sociale et environnementalistes qui œuvrent en faveur d'un développement durable, de la protection de l'environnement, de l'alphabétisation des adultes, des droits de l'enfant, de la prévention des abus envers les enfants et des crimes contre les femmes, de l'emploi des jeunes, de la formation et du développement et de la bonne gouvernance.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation entend promouvoir l'art, la culture, le développement de l'éducation et l'emploi, la santé en améliorant la qualité des soins médicaux et en mettant sur pied des centres de santé et d'hygiène, l'éducation à l'environnement et à l'économie d'énergie, la sensibilisation aux droits de l'enfance et la formation des enfants à l'autodéfense.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

UDISHA travaille avec d'autres ONG sur de nombreux sujets, notamment la promotion de la femme et de l'enfant, ainsi que l'emploi et l'environnement.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation n'a pas participé à des réunions organisées par les Nations Unies pendant la période considérée.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation s'est associée aux ONG qui coopèrent avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Commission des stupéfiants et le Conseil économique et social.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation offre des formations telles que des cours pour l'acquisition des connaissances de base en informatique, des formations gratuites en développement de sites Web, des formations en soins esthétiques et de santé et en modélisme, entre autres, afin de promouvoir le développement des couches de la société en retard sur le plan économique. UDISHA a organisé des manifestations portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, telles que l'initiative « 19 Days Activism » axée sur la maltraitance des femmes et des enfants. L'organisation a tenu de nombreux séminaires, concours de peinture d'affiches, débats et marches pour la protection de l'environnement et l'économie des sources d'énergie.

**12. Udyama****Statut consultatif spécial : 2011****Introduction**

Udyama a été créée en 1997.

**Objectifs et mission**

L'organisation œuvre pour le renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance par la restauration et la gestion durable des ressources naturelles, le renforcement des capacités des communautés locales pour leur permettre de faire face aux dangers environnementaux et l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux services de santé.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

Udyama a contribué aux travaux des Nations Unies en participant aux conférences, ateliers et dialogues intergouvernementaux afin d'apporter des

solutions et des suggestions sur des sujets tels que l'eau, la pauvreté, le partenariat, la réduction des risques de catastrophe et l'environnement.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Udyama a participé aux réunions suivantes :

- la cinquième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe organisée à Yogiakarta (Indonésie) du 22 au 25 octobre 2012 ; et
- La Conférence régionale sur la consommation et la production durables, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), tenue à Bangkok en novembre 2012 ; et
- les consultations avec les principales parties prenantes, organisées par le PNUE au Cambodge.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Udyama a notamment collaboré avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, le PNUE, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Udyama a organisé des ateliers de sensibilisation sur l'importance de l'eau afin de prévenir la propagation de maladies transmises par l'eau, en vue de la réalisation des OMD n° 1, 4, 5, 6 et 7.

### **13. Umid Support to Social Development Public Union**

#### **Statut consultatif spécial : 2011**

##### **Introduction**

Umid Support to Social Development Public Union (Umid) est une ONG nationale indépendante d'Azerbaïdjan, créée en 1997 avec des antennes locales dans les régions économiques de Ganja-Gazakh et Guba-Khachmaz.

##### **Objectifs et mission**

L'organisation vise principalement à élargir les débouchés économiques et à développer les possibilités d'emploi par le biais de la formation, des consultations, du mentorat et de l'encadrement, des stages, des activités visant à faciliter l'accès au crédit et de la création de réseaux, à donner aux communautés cibles les moyens de devenir autonomes en leur permettant d'adopter des solutions capables de répondre à leurs besoins sociaux, éducatifs et économiques, à améliorer le taux d'alphabétisation des communautés en les impliquant dans des activités éducatives et de sensibilisation, à assurer le développement des institutions formelles et

informelles en renforçant leurs capacités organisationnelles, institutionnelles et managériales et à aider les institutions et communautés à devenir plus transparentes, participatives, responsables et autonomes.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a participé aux préparatifs des programmes et échanges ci-dessous dans le cadre des consultations nationales pour l'après-2015 organisées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Azerbaïdjan :

- une réunion d'information avec des donateurs et partenaires internationaux au développement ;
- des consultations approfondies avec des communautés de personnes déplacées ; Umid était chargée d'organiser les enquêtes menées à Sumgait, Baku et Absheron (Azerbaïdjan). Les résultats des enquêtes ont été analysés et présentés sous la forme d'un rapport à la Mission de l'Azerbaïdjan auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ;
- des échanges organisés par Réseau local du Pacte mondial des Nations Unies ; l'organisation y a donné un discours sur les propositions des ONG pour l'après-2015 ;
- des consultations avec des ONG nationales sur le rôle de la société civile dans le processus de formation d'un cadre de développement pour l'après 2013-2015 ; et
- des consultations avec des sociétés scientifiques et des chercheurs.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé à des débats de haut niveau du Conseil économique et social en juillet 2012 à New York et en juillet 2013 à Genève (Suisse) ; elle a présenté des déclarations orales et écrites lors des deux débats et a organisé une manifestation parallèle en 2012.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Entre 1998 et 2014, Umid a organisé des formations de renforcement des capacités à l'intention des personnes déplacées et des réfugiés et leur a fourni des moyens de subsistance, en collaboration avec le HCR.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a participé à la création du groupe de travail sur les moyens de subsistance accordés aux personnes déplacées et s'emploie à mettre en œuvre le projet du groupe, initié par le HCR de 2011 à 2014. L'organisation a également créé le logiciel Priority Matrix on Livelihood.

## **14. Union générale des femmes soudanaises**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

L'Union générale des femmes soudanaises a été créée en 1990 en tant qu'organisation bénévole.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à faire reculer et à empêcher la violence à l'égard des femmes au Soudan, ainsi qu'à encourager des interventions de justice en faveur des femmes.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Pendant la période considérée, l'organisation a soutenu :

- l'engagement des femmes dans des processus de paix, y compris dans le maintien d'un climat de paix sociale ;
- la facilitation de projets de microfinancement pour les femmes ;
- la promotion de la condition de la femme à travers la sensibilisation sur plusieurs sujets, notamment l'environnement, la santé, les droits de l'homme et la violence à l'égard des femmes et des enfants ; et
- le principe d'égalité des chances pour les filles en œuvrant pour leur éducation, leurs droits civils et la représentation des femmes dans la société civile et les partis politiques.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Parmi les réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme organisées à New York, du 22 février au 2 mars 2011, du 27 février au 9 mars 2012, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014 respectivement, au cours desquelles elle a organisé plusieurs manifestations parallèles ;
- la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme à Genève (Suisse) du 9 au 27 septembre 2013, au cours de laquelle elle a organisé une manifestation parallèle sur les droits fondamentaux des femmes au Soudan ; et
- une réunion sur le mécanisme international et national de défense des droits de l'homme organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 2013.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a mis en œuvre de nombreux projets dans différentes régions du Soudan afin de mettre un terme à la violence à l'égard des femmes et les autonomiser en vue d'une transition démocratique, en partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Elle figure dans la liste des organisations nationales éligibles au Fonds humanitaire commun des Nations Unies. Elle reçoit des informations et aide à améliorer le module sectoriel Santé de l'ONU. L'organisation travaille avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur des questions liées à l'eau et à l'assainissement. Elle a également mis en œuvre des projets concernant les femmes associées aux forces armées, financés par le Programme de désarmement, démobilisation et réintégration du PNUD.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a entrepris les activités suivantes :

- elle a mis en œuvre le programme de réduction de l'analphabétisme et l'éducation parallèle en organisant 8386 stages de formation et 338 campagnes en appui à la réalisation de l'ODM n° 2.
- en vue de l'atteinte de l'ODM n° 3, elle a apporté son soutien aux femmes dans la gestion de petits projets de microfinancement ;
- en vue de la réalisation des OMD n° 4 et 5, elle a mis en place 112 centres de santé et de développement social, organisé 3731 conférences, 511 stages de formation et 1091 ateliers ; et
- en vue de la réalisation de l'ODM n° 8, elle a diffusé une culture de paix en organisant 158 ateliers, 49 conférences et 198 stages de formation portant sur la coexistence sociale pacifique.